

Alstom-Bombardier pressenti pour le RER NG

Mis à jour le 28/10/2016 à 18:11

L'appel d'offres pour le RER nouvelle génération, le "RER NG", plus important contrat ferroviaire de France, entre 3 et 3,5 milliards d'euros, devrait être attribué à un consortium Alstom-Bombardier, selon des informations de la lettre spécialisée Mobelettre.

Les constructeurs français et canadien, réunis en consortium, devraient remporter cet appel d'offres, au détriment de l'espagnol CAF, qui avait également déposé une offre, croit savoir Mobelettre: "selon nos informations, l'espagnol CAF s'est vu signifier officiellement par la SNCF que l'évaluation de sa capacité de production industrielle ne lui permettait pas de remettre une BAFO (best and final offer)".

Contactés par l'AFP, ni la SNCF ni Alstom n'ont fait de commentaires.

L'annonce du résultat de cet appel d'offres est attendue d'ici la fin de l'année. Le RER NG est destiné dans un premier temps au RER E, le projet Eole, dont la prolongation vers l'ouest doit être mise en service à horizon 2022, puis au remplacement des trains du RER D. Jusqu'à 371 trains pourront être commandés dans le cadre de ce contrat.

"La SNCF a considéré que CAF n'avait pas suffisamment démontré sa capacité à livrer 70 rames par an", selon Mobelettre, qui ajoute qu'"en appuyant sur la question de la capacité industrielle, la SNCF a saisi in extremis le seul et mince critère disponible pour inverser la tendance, CAF ayant répondu à toutes les spécifications techniques du cahier des charges, bien en-dessous du prix proposé par Alstom dans sa remise d'offre".

"A quel prix la SNCF et Alstom négocieront-ils le contrat dans les prochaines semaines? L'enjeu se compte en centaines de millions d'euros", selon la lettre spécialisée, indiquant qu'"il serait étonnant que la SNCF n'+accompagne+ pas d'une manière ou d'une autre la défaite de CAF pour éviter un recours. On imagine qu'une correcte indemnisation des coûts de réponse à l'appel d'offres, à hauteur de quelques millions d'euros, est un minimum à court terme".

Le président de Bombardier Transport France, Laurent Bouyer, avait récemment averti que si CAF remportait l'appel d'offres, ça serait "une catastrophe pour la filière ferroviaire française".

Néanmoins, note encore Mobelettre, "une victoire n'aurait pas été facile à assumer (pour CAF): l'appel d'offres dans sa version 2016 est l'un des plus gros de l'histoire ferroviaire. C'est l'une des raisons qui ont poussé Alstom et Bombardier à s'unir", leurs usines de Petite-Forêt et Crespin étant toutes proches.

Lefigaro.fr avec l'AFP